



CAPD du 10 mai 2012.

Déclaration préalable SNUipp-FSU

Après 5 années de politiques d'exclusion, de divisions, de destruction des services publics, de négation du dialogue social, la défaite de Nicolas Sarkozy est une bonne nouvelle. La FSU, sur la base de ses exigences revendicatives, avait appelé à la rupture avec la politique anti-sociale menée ces dernières années.

Dans un monde en profondes mutations, dans un contexte européen de crise et alors que les évolutions de la société créent des besoins nouveaux, le nouveau gouvernement devra apporter des réponses aux questions de chacun et notamment à celles posées depuis des années par les salariés, les précaires, les chômeurs, les jeunes et les retraités.

Les attentes et les responsabilités sont fortes après des années de dégradation de la situation économique, sociale, environnementale et les remises en cause du rôle des organisations syndicales et du dialogue social.

Pour la FSU, il faut maintenant une réelle rupture avec les politiques menées ces dernières années et les mesures d'austérité, qui ne sont pas des réponses pour relancer notamment l'emploi et le pouvoir d'achat. Cela passe en particulier par un tout autre partage des richesses, le développement et l'amélioration des services publics, de la Fonction publique et des mécanismes de solidarités collectives.

Les dégradations sont telles que cela exige sur le court terme des mesures d'urgence qui passent au plus vite par une loi de finance rectificative, et par des mesures de fond sur les 5 années à venir.

Pour l'école c'est aussi de rupture dont nous avons besoin après le bilan catastrophique de ces 5 dernières années. Des mesures d'urgence doivent être prises et les orientations doivent changer : Collectif budgétaire visant à annuler toutes les mesures de carte scolaire pour la rentrée 2012, re-création des postes de RASED supprimés, création de postes devant classe pour faire baisser les effectifs, permettre la scolarisation des moins de 3 ans et le remplacement des enseignants (formation continue, maladie), augmentation du nombre de recrutements pour pallier aux départs à la retraite et permettre l'exercice de certains droits des personnels bafoués (mutations interdépartementales, congés de formation entre autres), rétablissement des moyens nécessaires à une véritable éducation prioritaire (postes, suppression du dispositif éclair), rétablissement d'une véritable formation professionnelle (initiale mais aussi continue), suppressions de tous les fichiers portant atteintes aux libertés individuelles (Base élèves, Sihren...)

La liste est longue mais certainement pas exhaustive.

En tout état de cause ces mesures budgétaires doivent s'accompagner de nouveaux choix pour l'école et permettre de renvoyer aux poubelles de l'histoire toutes les réformes structurelles mises en œuvre et qui ont contribué au démantèlement du service public d'éducation et à sa libéralisation : Management et pilotage par les résultats, autonomisation et mise en concurrence des écoles et des établissements, externalisation de la difficulté scolaire, évaluationnisme aigüe.

D'ores et déjà nous avons été informés des mesures concernant les évaluations CE1, CM2 et de l'abandon de ce dispositif que nous combattons depuis le début.

La FSU et le SNUipp réaffirment leurs revendications sur les salaires : suppression des primes au mérite, augmentation du point d'indice, augmentation du montant des pensions, suppression du

délaï de carence, retrait du décret sur la TVA sociale, du décret sur l'évaluation et l'avancement des enseignants...

Convaincus que les évolutions nécessaires doivent se faire avec les personnels, la FSU et le SNUipp souhaitent que les organisations syndicales soient à nouveau reconnues comme des partenaires utiles et indispensables à la construction démocratique de notre société.

Concernant cette CAPD mouvement le SNUipp du Jura ne peut que constater l'ampleur des dégâts de la RGPP au niveau départemental et des 55 suppressions de postes. Jamais auparavant les possibilités de mutation n'ont été si pauvres.

Sur 482 participants cette année, seuls 102 ont été affectés (contre 201 l'année dernière). Il restera 58 postes à pourvoir (dont aucun poste d'adjoint) pour 234 .collègues sans poste.

Conformément à ses mandats, le SNUipp-FSU demande l'abandon des vœux géographiques qui cette année encore pénalisent une douzaine de collègues dont 6 enseignants victimes de carte qui subissent la double peine.

Finalement nous réaffirmons la nécessité de tenir les instances sur une journée pour pouvoir exercer notre mission dans des conditions acceptables afin que les échanges nécessaires puissent se faire de façon claire, précise, constructive et le tout dans un climat serein.

Nous demandons une remise à plat de ces modalités et le retour à des opérations de mouvement transparentes, équitables, respectueuses des personnels et de leurs représentants.

Cela passe par l'annulation des directives Darcos-Chatel.

Nous demandons enfin que soient annulés tous les dispositifs qui visent à réduire voire empêcher les droits syndicaux de tous.

Les représentants du personnel